

HuffPost - France (site web)  
ÉCONOMIE, dimanche 11 octobre 2020 1168 mots

Chômage des jeunes: Pourquoi le plan du gouvernement risque de ne pas suffire

Par Maxime Le Roux

Pour des économistes interrogés par "Le HuffPost", le plan du gouvernement Castex crée des effets d'aubaine et de seuil et pourrait être insuffisant.

PHILIPPE HUGUEN / AFPLe taux de chômage pourrait s'approcher des 10% à la fin de l'année 2020 et les jeunes sont en première ligne.

EMPLOI - Le chômage des jeunes n'a pas attendu l'arrivée de la crise du Covid-19 pour être élevé en France, mais les craintes de voir la courbe repartir à la hausse sont renforcées par les chiffres inédits de la récession en 2020 et les restrictions sanitaires imposées territorialement à certains secteurs pour tenter d'endiguer la recrudescence de l'épidémie.

Les jeunes sont, en effet, la classe d'âge dont le taux d'activité est le plus sensible à la conjoncture économique. Lorsque la croissance fléchit ou recule, les entreprises commencent par cesser d'investir et d'embaucher, et ce sont les nouveaux entrants sur le marché du travail qui en pâtissent le plus lourdement.

Le sujet reste la principale préoccupation des Français. Pour "éviter le pire", le gouvernement a lancé un vaste plan de maintien dans l'emploi, via le dispositif de chômage partiel et le fond de solidarité étendue à près de 75.000 entreprises. Il a également présenté, fin juillet, le plan intitulé "un jeune, une solution", renforcé au mois de septembre, alors que 700.000 à 750.000 jeunes en fin d'études étaient attendus sur le marché du travail au moment de la rentrée.

Une stratégie basée sur la baisse du coût du travail pour les entreprises

Celui-ci s'appuie sur trois axes: une prime à l'embauche de 4.000 euros pour le recrutement d'un salarié de moins de 26 ans dont le salaire est inférieur à deux Smic; une autre pour le recrutement d'un apprenti et des dispositifs pour accompagner les plus éloignés de l'emploi et faciliter leur insertion. Une stratégie généralisée à tous les secteurs et essentiellement basée sur une nouvelle baisse du coût du travail pour les entreprises.

Une politique efficace et suffisante? Du côté du ministère du Travail, dirigée par Élisabeth Borne, on fait valoir que 180.000 jeunes ont été recrutés en août via ce dispositif, soit une hausse des embauches sur cette tranche d'âge de 9% comparé au même mois en 2019. La rue de Grenelle table même sur 450.000 embauches au total pour un coût de 1,1 milliard d'euros.

L'INSEE moins optimiste que le gouvernement

Le ministère du Travail n'a cependant pas communiqué, malgré nos sollicitations, le détail secteur par secteur de ces recrutements. Interrogé par Le HuffPost, l'Insee se montre moins optimiste sur l'effet de cette prime à l'embauche. En se basant sur l'impact du dispositif d'aide à l'embauche dans les PME datant de 2016 - "qui présente une certaine similarité avec la nouvelle prime" -, l'institut table sur 15 à 20.000 emplois directement créés grâce à la prime.

"C'est bien-sûr un ordre de grandeur. Certains facteurs pourraient pousser à un effet temporaire plus fort, comme le fait que certains employeurs anticipent certaines embauches fin 2020 ou début 2021 pour profiter du dispositif", explique-t-on. "D'autres facteurs pourraient pousser à un effet plus faible, si les embauches de salariés de moins de 26 ans se substituent en partie à des contrats qui auraient été proposés à des personnes de plus de 26 ans... Ces effets de substitution sont difficiles à chiffrer", précise l'Institut.

"Les 27 ans et plus pénalisés"

Le directeur du département analyse et prévision de l'OFCE, Éric Heyer pointe également ce problème: "Le choix d'une prime à l'embauche ciblée sur les moins de 26 ans crée des effets de seuil qui favorisent une catégorie d'âge tout en dégradant celle de la suivante", estime celui qui est également membre du Haut conseil des finances publiques. "La mesure qui est prise, c'est le coup de grâce pour les 27 ans ou un peu plus sans activité".

"À même niveau de qualification, les plus jeunes vont leur passer devant, par simple rapport de coût pour l'employeur. En faisant ce choix, on constitue, sans le vouloir, un bataillon de chômeur de longue durée (personne sans activité depuis plus d'un an)", ajoute-t-il, plus particulièrement inquiet, donc, pour les jeunes sans emploi nés avant 1994.

Pour l'économiste, il n'est pas nécessaire d'élargir l'assiette. "Ce qu'il faut regarder, ce n'est pas la classe d'âge, c'est le nombre d'années depuis la sortie d'études", conseille-t-il, en optant également pour "une politique ciblée sur le fait que vous soyez qualifié ou non".

Les économistes alertent également sur une tendance observée à chaque crise économique: les jeunes risquent de subir un "déclassement", en n'accédant qu'à des emplois ne correspondant pas à leur qualification ou en enchaînant des "petits boulots". Ces jeunes relativement qualifiés évinçant ensuite des jeunes moins qualifiés qui se retrouvent au chômage.

"L'effet d'aubaine est assumé par le gouvernement"

Un autre effet, celui d'une "aubaine" inattendue pour les entreprises en besoin de recrutement peut également interroger. Pour la cheffe économiste du Bureau d'informations et de prévisions économiques (Bipe), Anne-Sophie Alsif, "l'effet d'aubaine" pour les entreprises est "assumé par le gouvernement". "L'idée du gouvernement, c'est d'inciter les entreprises à embaucher en leur disant c'est maintenant et pas ensuite" et ces mesures sont, selon elle, "très incitatives".

Elle concède cependant qu'elles ne fonctionneront qu'à "la seule condition que la consommation reprenne, avec toute l'incertitude liée aux évolutions de la crise sanitaire". "Si vous n'avez pas de clients, pas de commandes, même avec ces mesures les entreprises n'embaucheront pas", ajoute-t-elle. "Une aide ne remplace pas l'activité", avait résumé dans le même sens, le patron de la Confédération des PME, François Asselin, à la mi-septembre.

Un "effet d'aubaine" souhaité par le gouvernement Castex qu'il faudra donc confirmer dans le temps alors que la conjoncture de ces dernières semaines a renforcé les inquiétudes. En septembre, l'Insee a constaté un "léger tassement" de la consommation, après le rebond observé cet été et aucune mesure de relance par la demande n'a été présentée par le gouvernement.

Même s'il ne concerne pas que les plus jeunes, un autre chiffre dévoilé le 4 octobre montre l'ampleur de la crise économique en cours. Selon les calculs de l'Association des maires de France, le plan gouvernemental n'a pas empêché une hausse des dépenses des départements consacrées au RSA de 9,2% en août comparé à août 2019. Parmi eux, les jeunes intérimaires ou en CDD qui ont trop peu travaillé pour l'assurance chômage.

Le HuffPost lance un appel à témoignages auprès des jeunes cherchant leur premier emploi en temps de Covid-19

Secteur à l'arrêt, changement d'orientation ou de vie, recrutement inespéré... La rédaction du HuffPost lance un appel à témoignages auprès des jeunes cherchant leur premier emploi en temps de Covid-19 <https://t.co/zEJjR6qd3t>